

COMMUNIQUÉ

Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique

14 décembre 2012

Au nom de sa responsabilité éducative, l'Enseignement Catholique estime qu'il est de son devoir de faire entendre sa voix sur le projet d'ouverture du mariage et de la parentalité aux personnes de même sexe.

Ouvert à tous, l'Enseignement Catholique accueille les personnes sans aucune discrimination. Il scolarise tous les enfants, quel que soit le milieu familial dans lequel ils grandissent. Cet accueil, fondé sur l'égalité de toute personne, ne saurait conduire à renoncer aux repères indispensables à la croissance harmonieuse de chaque jeune.

L'Enseignement Catholique juge indispensable de distinguer ce qui dépend de la liberté de chacun de ce qui relève des choix collectifs à promouvoir parce qu'ils engagent la société toute entière. Toutes les options individuelles n'ont pas à être instituées, au risque d'ébranler des références sociales aussi fondamentales que le mariage, union d'un homme et d'une femme, et la famille, cellule de base où la responsabilité éducative est exercée par un père et une mère.

Fort de son expérience et de son expertise éducatives, l'Enseignement Catholique partage le point de vue du plus grand nombre des professionnels de l'enfance. Avec eux, il rappelle que, pour la construction de l'identité et de la personnalité de chaque enfant et de chaque jeune, la reconnaissance de la différence sexuelle et le droit d'accéder à ses origines et à sa propre histoire sont tout à fait essentiels.

Négliger les droits de l'enfant pour faire prévaloir un droit à l'enfant constituerait un très grave contresens dont les enfants seraient les premiers à pâtir. C'est pourquoi l'Enseignement Catholique est en désaccord avec une évolution législative ouvrant le mariage et la parentalité aux couples homosexuels.

A tout le moins, une telle perspective exige l'ouverture d'un large débat permettant un échange de points de vue argumentés et une prise de conscience par le plus grand nombre de l'importance des enjeux. La gravité de la question posée, présentée par le gouvernement lui-même comme « une réforme de société et même une réforme de civilisation » est incompatible avec la précipitation et l'invective.

L'Enseignement Catholique invite tous les éducateurs à une réflexion approfondie, animée par la recherche du bien commun et la vigilance à l'égard de toute simplification abusive. Il appelle chaque membre des communautés éducatives des 8 500 écoles catholiques à prendre part, en conscience et avec clairvoyance, au débat qui doit enfin s'ouvrir.